

Article publié Dans Bourg D., Papaux A., 2015. Dictionnaire de la pensée écologique, PUF, Paris.

MODE(S) DE VIE

La destruction de la nature n'est pas l'apanage des sociétés modernes. Pourtant, la dénonciation des « modes de vie » dans les processus de dégradation de l'environnement semble caractéristique de l'époque contemporaine. Cela ne signifie évidemment pas que, lorsque certaines sociétés préindustrielles ont porté atteinte à la nature, leur façon de vivre n'était pas en cause. Simplement, ces notions de « modes » ou « styles de vie » sont apparues relativement récemment dans le vocabulaire des sciences sociales, afin de désigner un phénomène qui semble propre à ce que Jean Baudrillard nomme la société de consommation.

Mode de vie, styles de vie : de quoi parle-t-on ?

la notion de mode de vie a d'abord fait son apparition dans le langage courant, où elle est entendue comme la façon de penser et de se comporter d'un individu ou d'une société. Les sciences sociales se sont saisies du concept plus tardivement., afin de jeter un pont entre disciplines. Le mode de vie est alors apparu comme complémentaire de concepts comme les mœurs ou les habits, couramment utilisés en anthropologie et en sociologie. Dans des sociétés notamment marquées par l'individualisme et la centralité des processus de production et de consommation, le mode de vie serait donc une manière pour les individus ou les groupes sociaux d'agencer différentes activités structurantes de la vie quotidienne (travailler, mais aussi consommer afin de se nourrir, se loger, se déplacer ou encore se divertir) en fonction de leurs moyens, mais aussi de leurs valeurs ou représentations. Sans donner une définition plus précise de son objet d'étude, Yannick Lemel (au nom du groupement de recherche sur les modes de vie du CNRS) souligne par ailleurs que le mode de vie peut s'entendre au singulier : le mode de vie désigne alors le fonctionnement et l'évolution d'une société dans son ensemble

(« le mode de vie de la société post-industrielle »). Utilisé au pluriel, il envisage l'existence de spécificités locales (« les modes de vie urbains ») ou de classes (« les modes de vie des riches »). Mais le mode de vie renvoie également à une dimension individuelle qui traverse chacun de ces groupes : il se rapproche alors de la notion de style de vie.

Né dans les sphères du marketing au début des années 1970, le concept de style de vie est quant à lui apparu à un moment où il semblait évident que les revenus ou l'appartenance sociale ne suffisaient plus à expliquer à eux seuls les comportements des individus – en particulier leurs façons de consommer. L'intérêt des spécialistes du marketing s'est alors porté sur d'autres déterminants transversaux, comme les valeurs (« ce que je pense ») et les attitudes (« ce que je fais »). La notion de style de vie qui en résulte se veut volontairement qualitative : elle vise à compléter le concept plus quantitatif de « niveau de vie » utilisé par les économistes et les statisticiens. Selon Pierre Valette-Florence, le style de vie d'un individu serait donc « l'ensemble de son système de valeurs, de ses attitudes et activités et de son mode de consommation. »

Les modes de vie comme symptômes du malaise écologique

Les militants écologistes dénoncent depuis les années 1970 l'impact néfaste du mode de vie des pays les plus riches. Mais la pertinence de la notion de mode de vie dans le domaine de l'écologie s'est vue renforcée à partir des années 1990. On se souvient bien entendu de la déclaration tonitruante du président Bush en 1992 au Sommet de la Terre, lorsqu'il déclara que le mode de vie des américains n'était pas négociable ! Or cette période coïncide avec l'apparition d'indicateurs cherchant à mesurer l'impact environnemental de la consommation finale des ménages, comme par exemple l'empreinte écologique. Une telle approche par la consommation permet de mettre en évidence les gigantesques transferts de ressources et de pollutions opérés entre

pays, en pointant du doigt la responsabilité des modes de vie des pays les plus riches, dont la consommation génère une part disproportionnée des impacts environnementaux planétaires. Par exemple, si chaque terrien vivait comme un étasunien, il faudrait 4 planètes pour répondre de manière pérenne à nos besoins. Avec un *niveau* de vie très proche, mais un *mode* de vie différent, les pays européens s'en sortent un peu mieux. L'empreinte écologique montre ainsi que, si les niveaux de vie (c'est à dire les revenus) des pays les plus riches sont en cause, il existe aussi des façons spécifiques à chacun de ces pays d'allouer ces revenus, avec des impacts écologiques induits plus ou moins importants selon les cas. C'est bien la différence entre *niveau* de vie et *mode* de vie qui explique alors en grande partie cet écart d'empreinte écologique entre pays riches : représentations sociales, formes urbaines, dépendance automobile, part d'alimentation carnée ou encore qualité et types d'habitat entrent alors en considération, parmi de nombreux autres facteurs.

A l'intérieur de chaque pays, on constate entre individus le même genre de phénomène qu'entre pays. D'un côté, les revenus et les CSP comptent parmi les facteurs sociodémographiques les plus fortement corrélés à l'impact environnemental des ménages – l'empreinte écologique des français varie par exemple du simple au double entre le premier et le dernier décile des revenus ! Mais ces catégories de niveaux de vie cachent en fait des styles de vie très différents : ainsi, pour un même niveau de vie, le lieu d'habitat, le type de logement, le type de ménage, le mode d'alimentation ou encore les valeurs (notamment la sensibilité environnementale) peuvent influencer considérablement l'empreinte écologique des individus. Toujours en France, les instituts de sondage et le Service de l'Observation et de la Statistique du ministère en charge de l'écologie notent régulièrement des

paradoxes symptomatiques parmi les habitudes de consommation et les valeurs des ménages : ainsi, les plus privilégiés sont ceux qui ont en moyenne la plus forte empreinte écologique ; mais ce sont aussi ceux qui déclarent faire le plus de gestes en faveur de l'environnement ; c'est également parmi ces ménages que l'on trouve la plus grande part de végétariens ou de consommateurs réguliers de produits issus de l'agriculture biologique. Là encore, cela signifie que l'empreinte écologique des individus peut facilement varier du simple au double pour un même revenu, en fonction des valeurs et des nombreux choix (et des contraintes) qui structurent le comportement des ménages.

Inspirées de la méthodologie utilisée en marketing pour déterminer les « sociostyles », certaines études ont ainsi proposé à partir de la fin des années 2000 d'établir des typologies de ménages en fonction de leurs pratiques et leurs opinions dans le domaine de l'environnement. Cette évolution serait-elle la première étape vers une « politique écologique des modes de vie » ?

Engager la transition écologique par les modes de vie ? Quelques perspectives

Dans la plupart des pays les plus développés, le tournant des années 2010 a en effet coïncidé avec un regain d'intérêt de la part des acteurs publics pour la question des modes de vie en matière d'environnement. Cet enthousiasme à l'égard du « changement de mode de vie » est généralement abordé sous deux angles : la mise en avant de pratiques écologiques déjà opérantes (illustrations d'un changement en cours) ; mais aussi les outils qui permettraient d'enclencher ou généraliser ces changements de comportement.

Du côté des pratiques en cours, le foisonnement d'initiatives est impressionnant. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a par exemple tenté d'opérer au début des années 2010 une cartographie des modes de vie durables. Appuyé sur une vaste enquête

internationale, le document des Nations Unies dresse une liste non exhaustive des pratiques individuelles et collectives témoignant d'un changement concret des comportements en faveur de l'environnement. Autoproduction et réparations de toutes sortes, ateliers associatifs, *fablabs*, bricothèques, ressourceries en tous genres, cycles courts agricoles, *coaching* énergétique, monnaies alternatives, co-voiturage, auto-partage, éco-habitat coopératif, compostage, consommations collaboratives de toutes formes... qu'il s'agisse de recycler, partager, prolonger la durée de vie des produits, économiser des ressources ou relocaliser la production de certains biens, la diversité et l'ingéniosité des pratiques laisse l'impression d'un immense champ d'expérimentation. Et même si ces styles de vie restent encore souvent cantonnés dans les marges du système économique et social dominant, force est de constater que ce fourmillement laisse entrevoir la possibilité d'un monde en devenir. C'est d'ailleurs cette dynamique de transformation « par le bas » dont se réclament aujourd'hui de plus en plus de mouvements citoyens, comme celui des Villes en transition ou celui des Colibris. Pour ces collectifs, il s'agit bien d'enclencher le changement en commençant par la base : c'est à dire le quotidien de tout un chacun.

Mais comment passer de pratiques marginales à un changement massif ? Comment généraliser les styles de vie durables ? Les outils économiques traditionnels (taxes, bonus-malus, crédits d'impôt, etc.) forment un premier levier d'action possible pour orienter les comportements. Mais l'originalité des dernières années réside dans un regain d'intérêt pour les théories et les outils développés en psychologie sociale dans le domaine du changement de comportement. Après avoir beaucoup été mobilisées dans le domaine du marketing, les pratiques de « communication engageante » ont ainsi commencé à séduire les acteurs de l'environnement au tournant des années

2010. Le principe consiste notamment à faciliter le passage à l'acte, puis à pérenniser les changements de comportement vertueux qui relèvent du quotidien : par exemple, moins utiliser sa voiture, modérer sa consommation d'énergie dans le logement, etc. Inspirés de cette démarche, les programmes de recherche et les expérimentations concrètes visant à modifier les représentations et les attitudes des citoyens ont donc connu un certain essor. Mais le bilan de ces expérimentations est encore mitigé. Le déploiement est difficile, et la massification des pratiques n'est pas encore d'actualité. Tant et si bien que l'empreinte écologique moyenne des ménages ne décline pas.

Est-ce à dire que le changement de mode de vie est une chimère ? Pas forcément. Mais la littérature montre que les modifications de comportement individuel en matière d'écologie se trouvent confrontées à une multitude d'obstacles, parmi lesquels on notera :

- une compréhension des enjeux écologiques encore lacunaire parmi la population, mais aussi une connaissance limitée des pratiques alternatives et une faible capacité à évaluer l'impact de ces solutions (ce qui peut amener à de fausses bonnes idées) ;
- une préoccupation environnementale qui reste secondaire (loin derrière l'emploi, la santé, la sécurité ou encore le pouvoir d'achat) ;
- des obstacles culturels, avec en particulier la prégnance des valeurs matérialistes qui entrent en conflit avec l'injonction de protection de l'environnement, provoquant une dissonance cognitive qui peut s'avérer contreproductive (rejet sur les autres, négation du problème, etc.) ;
- et enfin des obstacles pratiques : infrastructures peu adaptées, prix trop élevés, offre d'alternatives défailante, informations partielles... autant d'obstacles qui ont tendance, là encore,

à renforcer la tentation de rejeter la faute sur les autres.

Ces derniers éléments nous montrent bien l'importance du collectif. A une époque où la capacité des élus à agir est de plus en plus fréquemment questionnée, la focalisation sur la thématique des modes de vie pourrait laisser croire que la transition écologique passera avant tout par une multitude d'ajustements dans le quotidien de tout un chacun – une forme de transition « par le bas ». Il y a pourtant fort à parier que cette mutation ne se fera pour le mieux qu'à la condition d'être accompagnée par un changement collectif de nos valeurs, de nos représentations et de nos formes d'organisation sociale et économique. Un projet éminemment politique.

Nairobi, Ed. UNEP, 2011. - VALETTE-FLORENCE P., *Les styles de vie : bilan critique et perspectives*, Paris, Dunod, 1994.

BIBLIOGRAPHIE

BAUDRILLARD J., *La Société de consommation*, Paris, Gallimard, 1970. - GROOTEN M. (Ed.), *Living Planet Report 2012*, Gland, Ed. WWF, 2012. - LEMEL Y., « Présentation du dossier », *Sociétés contemporaines*, 1994, n°17, p. 7-10. – SERVICE DE L'OBSERVATION ET DE LA STATISTIQUE, *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*, Paris, Commissariat Général au Développement Durable, 2011. - UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME, *Visions for change. A global survey of sustainable lifestyles*,

Aurélien BOUTAUD